

**DECISION DU MAIRE**  
**N° 2025-62**

DM2025091701

Objet : Périscolaire – Construction d'un mur de soutènement – PETER MARCEL

**LE MAIRE DE LA COMMUNE D'AILLY SUR NOYE**

Vu les articles L 2122-22 et 23, L 2131-1 et 2 du code général des collectivités territoriales,  
Vu l'instruction comptable n°96-078 « M14 » du 01/08/96 modifiée,  
Vu l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique qui finalisent l'entrée en vigueur dudit code au 1<sup>er</sup> avril 2019,  
Vu les articles R2123-1, R 2123-4 et R 2122-8 du Code de la Commande Publique,  
Vu la délibération N° 001 du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020 portant délégation permanentes données au Maire par le conseil,  
Vu l'analyse des offres réalisée par la commune d'Ailly-sur-Noye,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de construire un nouveau mur de soutènement au niveau du périscolaire,

**CONSIDÉRANT** le devis émis par la société PETER MARCEL,

**DECIDE**

Article 1 : De conclure un contrat avec la société « PETER MARCEL », dont le siège social se situe 27 rue Henri Renard à ROYE (80700) pour la construction d'un mur de soutènement au périscolaire.

Article 2 : Le montant du contrat s'élève à 24 835,53 € H.T, soit 29 802,63 € T.T.C.

Article 3 : Il sera rendu compte au Conseil Municipal de la présente décision.

Article 4 : Madame la Directrice Générale des Services, ainsi que Monsieur le Comptable Public, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 5 : La présente décision :

- sera transmise à M. le Sous-Préfet de Montdidier au titre du contrôle de légalité,
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Ailly-sur-Noye dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (Art 411-7 CRPA)
- peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'Amiens par courrier, ou sur le site Télérecours citoyens ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Fait à Ailly-sur-Noye, le 17 septembre 2025.

Le Maire  
**Pierre DURAND**

